



## Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN

## **Solidarités - Plan Pauvreté entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Action 1 Ouverture d'un lieu d'accueil de jour multi partenarial à destination des familles - Association Languedocienne Pour la Jeunesse - Autorisation de signature**

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi.

C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'Etat, au vu des caractéristiques du territoire métropolitain et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

La convention pluriannuelle Etat-Ville-Métropole approuvée par le Conseil de Métropole du 12 octobre dernier s'appuie sur le principe d'un portage et d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et du territoire. Au titre de l'année 2020, en complément des crédits délégués par l'Etat (500 000 €), Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier engagent leurs fonds propres globalement à hauteur de 500 000 €. Le budget annuel du Plan pauvreté local s'établit ainsi à un million d'euros.

Un programme concerté de 11 actions a été conçu entre les services de l'Etat, de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole telles que la création d'un lieu multi-partenarial pour les familles à la rue, l'accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité, la coordination de l'aide alimentaire, le développement des dispositifs d'insertion par l'économie ou l'amélioration de l'accès aux droits des personnes vivant en squats et bidonvilles.

L'action 1 consiste à casser la reproduction de la pauvreté en créant un lieu multi partenarial pour les familles sans aucun logement. Appuyées par les services de l'Etat et accompagnées d'un réseau de partenaires locaux, il est visé un accompagnement significatif des personnes en situation de pauvreté sur leur territoire grâce à une utilisation optimisée des dispositifs existants et des moyens dédiés alloués dans le cadre du partenariat avec l'Etat.

La réflexion menée avec les acteurs du territoire sur la mise en place des maraudes mixtes, ainsi que le diagnostic réalisé sur les besoins des familles à la rue et en habitat très précaire et les ressources existantes a révélé la nécessité d'un lieu ressource permettant aux familles d'accéder sur un même lieu à un ensemble de services adaptés et ciblés.

A cette fin un appel à candidatures auprès des acteurs associatifs dans le secteur social pour créer une structure accueil de jour de type « Maison des Familles » a été organisé. Il s'agit d'ouvrir un 4<sup>ème</sup> accueil de jour à Montpellier, orienté vers l'accueil des familles vivant à la rue, en squat ou en bidonville. Celui-ci, en plus des prestations de base offertes par un accueil de jour sera enrichi d'autres services spécialisés dans l'accueil des familles (PMI, maraudes mixtes, actions de soutien à la parentalité, CAF, consultation de planification familial, cuisine solidaires pour les familles à l'hôtel...). Le porteur de projet porte le partenariat, la recherche de lieu, la mise en synergie des acteurs et des besoins ainsi que la cohérence dans l'occupation des lieux et l'accueil des familles et femmes isolées. L'Etat (Direction Départementale de la Cohésion Sociale - DDSC) assurera pour sa part le financement de l'accueil de jour (Budget Opérationnel du Programme - BOP - 177). Une commission de décision a étudié les dossiers le 3 décembre 2020, rassemblant les services de l'Etat et de Montpellier Méditerranée Métropole, et a décidé d'attribuer le portage du 4<sup>ème</sup> lieu d'accueil à l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse (ALPJ).

Aussi, il est proposé la signature d'une première convention avec l'Association Languedocienne Pour la Jeunesse, porteur de projet, afin de commencer l'action dès l'année 2020.

Le montant du concours apporté à cette structure pour 2020 est de 95 000 € (47 500 € sur crédits délégués de l'Etat et 47 500 € sur fonds propres de Montpellier Méditerranée Métropole), ce qui lui permettra de débiter par la recherche de lieu et la mise en synergie des différents acteurs partenariaux de cette plateforme multi accueil.

**En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 95 000 € (dont 47 500 € sur crédits délégués de l'Etat) à l'ALPJ pour le portage du 4<sup>ème</sup> lieu d'accueil multi partenarial dans le cadre de l'action 1 du Plan Pauvreté ;
- d'approuver les termes du projet de convention d'attribution de subvention ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149225-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- CONVENTION STRATEGIE PAUVRETE ACTION 1 LIEU D'ACCUEIL MULTIPARTENARIAL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.